

CAMERA DEI DEPUTATI N. 6037

PROPOSTA DI LEGGE

D'INIZIATIVA DEI DEPUTATI

CAMPA, BELLOTTI, COLLAVINI, COLUCCI, FRATTA PASINI, DANIELE GALLI, GALLO, LENNA, LUCCHESI, MARRAS, MORETTI, PATRIA, PERROTTA, RAMPONI, ROMOLI, ANTONIO RUSSO, SANTORI, TUCCI, ALFREDO VITO, ZACCHERA, ZAMA

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sullo stato giuridico dei figli nati fuori dal matrimonio, fatta a Strasburgo il 15 ottobre 1975

Presentata il 28 luglio 2005

ONOREVOLI COLLEGHI! — Non è più tollerabile che la legge non riconosca pari diritti ai figli naturali rispetto a quelli legittimi. Non ci sarebbe motivo di sollevare tale problema se l'Italia avesse ratificato la Convenzione europea sullo stato giuridico dei figli nati fuori dal matrimonio, firmata dal nostro Paese il 15 ottobre 1975; o se il legislatore avesse dato ascolto ai numerosi appelli della Corte costituzionale che invitava il Parlamento a rivedere la legge in vigore.

I criteri che guidano questa normativa sono:

1) l'affermazione del principio della parità tra figli legittimi e figli naturali per

quanto riguarda il mantenimento e la cura dei minori;

2) l'estensione di tale parità anche ai diritti di successione;

3) l'automatismo dello stato di figlio naturale nei confronti della madre, basato sulla realtà fisiologica del parto;

4) l'ammissione delle prove scientifiche per stabilire o escludere la paternità naturale.

Questi principi ampliano la sfera dei diritti dei figli naturali, che viene portata allo stesso livello dei figli legittimi, adottando una normativa che viene a coinci-

dere con la riforma del diritto di famiglia del 1975, salvo due punti: quello dell'automatismo dell'attribuzione dello stato di figlio naturale nei confronti della madre sulla sola base della realtà fisiologica del parto e quello che consente l'impugnazione del riconoscimento paterno solo su basi biologiche.

La legge esige anche per la madre l'atto del riconoscimento (articolo 250 del codice civile), mentre al padre è concessa l'impugnazione del riconoscimento per difetto di veridicità con qualsiasi mezzo di prova (articolo 263 del codice civile).

L'articolo 8 della Convenzione prevede che il genitore naturale che non ha la patria potestà o la custodia del bambino

nato fuori dal matrimonio « può ottenere un diritto di visita in casi appropriati »; tale norma potrebbe ritenersi applicabile al caso in cui la potestà e la custodia sono esercitate da altri per effetto di una pronuncia di adozione, e quindi potrebbe ritenersi in contrasto con l'articolo 27, terzo comma, della legge n. 184 del 1983 (« con l'adozione cessano i rapporti dell'adottato verso la famiglia d'origine (...) »). Il Governo italiano, avvalendosi della facoltà consentita dall'articolo 14 della Convenzione, ha formulato all'atto della firma due riserve sugli articoli 4 e 8, e intende presentare all'atto del deposito dello strumento di ratifica una terza riserva sull'articolo 2.

PROPOSTA DI LEGGE

—

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sullo stato giuridico dei figli nati fuori dal matrimonio, fatta a Strasburgo il 15 ottobre 1975.

ART. 2.

1. Piena e intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 11 della Convenzione stessa.

PAGINA BIANCA

CONVENTION EUROPÉENNE
SUR LE STATUT JURIDIQUE
DES ENFANTS NÉS HORS MARIAGE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, notamment en favorisant l'adoption de règles communes dans le domaine juridique ;

Constatant que dans un grand nombre d'Etats membres, des efforts ont été accomplis ou sont entrepris pour améliorer le statut juridique des enfants nés hors mariage en réduisant les différences entre le statut juridique de ces enfants et celui des enfants nés dans le mariage, ces différences défavorisant les premiers sur le plan juridique et social ;

Considérant que dans ce domaine, de larges disparités existent encore dans les droits des Etats membres ;

Convaincus que la condition des enfants nés hors mariage doit être améliorée et que l'établissement de certaines règles communes concernant leur statut juridique favoriserait la réalisation de cet objectif et contribuerait en même temps à une harmonisation des législations des Etats membres dans ce domaine ;

Considérant cependant qu'il est nécessaire d'aménager des étapes progressives pour ceux des Etats qui estiment ne pas être en mesure d'adopter immédiatement certaines des règles de la présente Convention,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer la conformité de sa législation aux dispositions de la présente Convention et à notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures prises à cette fin.

Article 2

La filiation maternelle de tout enfant né hors mariage est établie du seul fait de la naissance de l'enfant.

Article 3

La filiation paternelle de tout enfant né hors mariage peut être constatée ou établie par reconnaissance volontaire ou par décision juridictionnelle.

Article 4

La reconnaissance volontaire de paternité ne peut faire l'objet d'une opposition ou d'une contestation, lorsque ces procédures sont prévues par la législation interne, que dans le cas où la personne qui veut reconnaître ou qui a reconnu l'enfant n'en est pas biologiquement le père.

Article 5

Dans les actions relatives à la filiation paternelle, les preuves scientifiques susceptibles d'établir ou d'écarter la paternité doivent être admises.

Article 6

1. Les père et mère d'un enfant né hors mariage ont la même obligation d'entretien à l'égard de cet enfant que celle qui existe à l'égard de l'enfant né dans le mariage.
2. Lorsque l'obligation d'entretien d'un enfant né dans le mariage incombe à certains membres de la famille du père ou de la mère, l'enfant né hors mariage bénéficie également de cette obligation.

Article 7

1. Lorsque la filiation d'un enfant né hors mariage est établie à l'égard des deux parents, l'autorité parentale ne peut être attribuée de plein droit au père seul.
2. L'autorité parentale doit pouvoir être transférée ; les cas de transfert relèvent de la législation interne.

Article 8

Lorsque le père ou la mère d'un enfant né hors mariage n'a pas l'autorité parentale sur cet enfant ou la garde de celui-ci, ce parent peut obtenir un droit de visite dans les cas appropriés.

Article 9

Les droits de l'enfant né hors mariage dans la succession de ses père et mère et des membres de leurs familles sont les mêmes que s'il était né dans le mariage.

Article 10

Le mariage entre le père et la mère d'un enfant né hors mariage confère à cet enfant le statut juridique d'un enfant né dans le mariage.

Article 11

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 12

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 13

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent, pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 15 de la présente Convention.

Article 14

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou lorsqu'il fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 13 de la présente Convention, formuler au maximum trois réserves au sujet des dispositions des articles 2 à 10 de celle-ci.

Des réserves de caractère général ne sont pas admises ; chaque réserve ne peut porter que sur une disposition.

2. Chaque réserve aura effet pendant cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de la Partie considérée. Elle pourra être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans, au moyen d'une déclaration adressée avant l'expiration de chaque période au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
3. Toute Partie Contractante peut retirer, en tout ou en partie, une réserve formulée par elle en vertu des paragraphes précédents au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 15

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a.* toute signature ;
- b.* le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c.* toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 11 ;
- d.* toute notification reçue en application des dispositions de l'article 1 ;
- e.* toute déclaration reçue en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 13 ;

- f.* toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 ;
- g.* le renouvellement de toute réserve effectué en application du paragraphe 2 de l'article 14 ;

- h.* le retrait de toute réserve effectuée en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 14 ;
- i.* toute notification reçue en application des dispositions de l'article 15 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 15 octobre 1975, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement
de la République d'Autriche :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique :

Pour le Gouvernement
de la République de Chypre :

**Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark :**

Jorgen BÜTZOW

**Pour le Gouvernement
de la République française :**

**Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne :**

**Pour le Gouvernement
de la République hellénique :**

Pour le Gouvernement
de la République islandaise :

Pour le Gouvernement
d'Irlande :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

Marco PISA

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg

« En application de l'article 14, paragraphe 1, le Gouvernement luxembourgeois se réserve d'appliquer l'article 2 de la Convention de façon à ne faire découler la filiation maternelle automatiquement que du fait de l'indication du nom de la mère dans l'acte de naissance, étant toutefois entendu que la filiation maternelle pourra néanmoins encore être établie judiciairement par voie d'action en recherche de filiation maternelle s'il est prouvé par toutes voies de droit que l'enfant est celui dont la mère prétendue a accouché. »

P. MERTZ

**Pour le Gouvernement
de Malte :**

**Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas :**

**Pour le Gouvernement
du Royaume de Norvège :**

Kirsten OHM

**Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :**

Arne FÄLTHEIM

**Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse :**

**Pour le Gouvernement
de la République turque :**

**Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :**

Peter M. FOSTER

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE EUROPEA
SULLO STATO GIURIDICO
DEI FIGLI NATI FUORI DAL MATRIMONIO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerato che lo scopo del Consiglio d'Europa é di attuare una piú stretta unione tra i suoi Membri, segnatamente favorendo l'adozione di norme comuni nel campo giuridico;

Costatato che un gran numero di Stati membri hanno compiuto sforzi per migliorare lo stato giuridico dei figli nati fuori dal matrimonio riducendo le differenze tra lo stato giuridico di questi ultimi e quello dei figli nati nel matrimonio, differenze che sfavoriscono i primi sul piano giuridico e sociale;

Considerato che in questo campo esistono ancora grandi disparità nelle legislazioni degli Stati membri;

Convinti che la condizione dei figli nati fuori dal matrimonio deve essere migliorata e che l'istituzione di alcune regole comuni concernenti il loro stato giuridico favorirebbe l'attuazione di detto obiettivo e contribuirebbe anche all'armonizzazione delle legislazioni degli Stati membri in questo campo;

Considerato tuttavia che é necessario procedere a tappe successive per quegli Stati che ritengono di non essere in grado di accettare immediatamente alcune norme della presente Convenzione,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Ogni Parte Contraente si impegna a garantire la conformità della propria legislazione alle disposizioni della presente Convenzione e a notificare al Segretario Generale del Consiglio d'Europa i provvedimenti presi a tal fine.

ARTICOLO 2

La filiazione materna di qualsiasi figlio nato fuori del matrimonio ^{è stabilita} ~~risulta~~ dal solo fatto della nascita.

ARTICOLO 3

La filiazione paterna di qualsiasi figlio nato fuori del matrimonio può essere accertata o stabilita per riconoscimento volontario o decisione giurisdizionale.

ARTICOLO 4

Il riconoscimento volontario di paternità può essere oggetto di opposizione o di contestazione, quando queste procedure sono previste dalla legislazione interna, soltanto nel caso in cui la persona che intende riconoscere o ha riconosciuto il figlio non ne è il padre naturale.

ARTICOLO 5

Nelle azioni inerenti alla filiazione paterna, devono essere ammesse le prove scientifiche atte ad accertare, o a escludere la paternità.

ARTICOLO 6

1. Il padre e la madre di un figlio nato al di fuori di un matrimonio hanno lo stesso obbligo di mantenerlo come se fosse un figlio nato in costanza di matrimonio;
2. Quando l'obbligo di mantenimento di un figlio nato nel matrimonio spetta ad alcuni membri della famiglia del padre o della madre, anche il figlio nato fuori del matrimonio beneficia di quest'obbligo.

ARTICOLO 7

1. Quando la filiazione di un figlio nato fuori del matrimonio è stabilita riguardo ai due genitori, la potestà su di esso non può essere attribuita di diritto al solo padre.
2. La potestà sul figlio deve poter essere trasferita; i casi di trasferimento sono disciplinati dalla legislazione interna.

ARTICOLO 8

Il padre o la madre di un figlio nato fuori dal matrimonio, se non ha la potestà su detto figlio o la custodia di quest'ultimo, può, nei casi appropriati, ottenere il diritto di visitare il figlio.

ARTICOLO 9

I diritti del figlio nato fuori dal matrimonio nella successione dei genitori e dei membri delle loro famiglie sono uguali a quel-

li di un figlio nato nel matrimonio.

ARTICOLO 10

Il matrimonio tra il padre e la madre di un figlio nato fuori dal matrimonio conferisce a questo figlio lo stato giuridico di figlio nato in costanza di matrimonio.

ARTICOLO 11

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata, accettata o approvata. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretariato Generale del Consiglio d'Europa.
2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o di approvazione.
3. Essa entrerà in vigore, nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratificherà, accetterà o approverà successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO 12

1. Il Comitato dei ministri del Consiglio d'Europa, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, potrà invitare ad aderirvi qualsiasi Stato non membro del Consiglio.

2. L'adesione avverrà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, d'uno strumento d'adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

ARTICOLO 13

1. Ogni Stato può, all'atto della firma o del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, designare il o i territori cui s'applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato, all'atto del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, o in qualsiasi momento successivo, può, mediante dichiarazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione a qualsiasi altro territorio designato nella dichiarazione e di cui esso cura le relazioni internazionali o in nome del quale ha facoltà di stipulare.

3. *Qualsiasi* dichiarazione fatta in virtù del precedente paragrafo potrà essere revocata, per ciascun territorio in essa menzionato, rispettando le condizioni previste nell'articolo 15 della presente Convenzione.

ARTICOLO 14

1. Ogni Stato può, all'atto della firma o del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, oppure all'atto della dichiarazione di cui al pa-

ragrafo 2 dell'articolo 13 della presente Convenzione, formulare al massimo tre riserve circa i disposti degli articoli da 2 a 10.

Riserve di carattere generale non sono ammesse; ciascuna riserva deve vertere su una sola disposizione.

2. Ogni riserva ha effetto per cinque anni a partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti della Parte interessata. La riserva potrà essere rinnovata, di quinquennio in quinquennio, mediante dichiarazione inviata prima della scadenza del periodo, al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
3. Ciascuna Parte contraente potrà ritirare la riserva o parte di essa, formulata in virtù dei precedenti paragrafi, mediante una dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio di Europa e che avrà effetto alla data della sua ricezione.

ARTICOLO 15

1. Ciascuna Parte contraente potrà, per quanto la concerne, denunciare la presente Convenzione mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 16

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notifi-

cherà agli Stati membri del Consiglio ed a ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) ogni deposito di strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c) ogni data d'entrata in vigore della Convenzione conformemente all'articolo 11;
- d) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 1;
- e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 13;
- f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 14;
- g) il rinnovo di ogni riserva effettuata in applicazione del paragrafo 2 dell'articolo 14;
- h) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 14;
- i) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 15 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Strasburgo, il 15 ottobre 1975, in francese ed in inglese, i due testi facenti parimente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio di Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati firmatari e aderenti.

(seguono le firme)

€ 0,60



14PDL0076760